

Saïd Bouterfa

Colonisation de l'Algérie et symbolisme colonial,
aux origines de la discorde



Du même auteur :

- *Le Signe et l'Infini*. Éditions Palais du Livre 1996.
- *Yennayer ou le symbolisme de Janus*. Éditions Musk 2002/2003.
- *Algérie regards croisés* (ouvrage collectif). Edition Milan (France) 2003.
- *Les manuscrits du Touat*. Atelier Perrousseaux (France) et éditions Barzakh Algérie 2005.
- *Ahellil ou les louanges du Gourara*. Éditions Colorset 2006.
- *Le miroir* (roman). Éditions Hibr 2011.
- *Louanges et étendards, le s'bouâ de Timimoun* (traduction et annotations) Éditions Colorset 2011.
- *Manuscrits algériens et conservation préventive*. Editions EL KALIMA 2013.
- *L'Emir Abdelkader, pouvoir temporel et autorité spirituelle*. Editions Colorset 2013.
- *Colonisation de l'Algérie et symbolisme colonial, aux origines de la discorde*. Editions Édilivre 2015.

Préambule

« Le corps expéditionnaire français n'a pas rencontré de territoire vacant en Algérie. Il a été contraint de faire face à une formation sociale économique et historique, hostile à sa pénétration et à celle des rapports sociaux de production capitalistes qu'il a véhiculés ». Avant cette intrusion, les Algériens avaient leur propre système de production basé essentiellement sur la propriété *arch* et l'inaliénabilité de la terre et dont la dimension fondamentalement sociale a toujours assuré la cohésion de la société. La forme d'exploitation colonialiste qui fut imposée aux Algériens ne fut, *« en dernière analyse, qu'un moyen pour le capitalisme de produire intensivement, en recourant aux « principes idylliques de l'accumulation primitive », la logique de son fonctionnement. Le colonialisme est l'avant-garde dont le rôle est d'instaurer par la violence, accoucheuse de toute société en gestation, la privatisation des moyens de production et son corollaire, la libération de la force de travail, de développer les échanges et de généraliser la monétarisation. C'est le « cheval de Troie » du capital pour soumettre les économies naturelles, les procès de production et de distribution non-capitaliste à la loi de la valeur. C'est une phase non-économique qui a répondu à des contingences du capitalisme à un moment donné de son évolution ».*

Au cours de son histoire, la France a connu plusieurs périodes critiques qui furent déterminantes et qui la poussa à élaborer une stratégie impériale, puis coloniale.

En 1784, des bouleversements climatiques majeurs, conséquences de l'explosion d'un volcan islandais, s'abattent sur les campagnes françaises, famines et crises politiques se succèdent.

L'explosion du volcan Laki entraîne, à partir de 1784, des années de disette et de misère pour les populations, essentiellement paysannes de l'Europe.

Un nuage mortel composé de dioxyde de soufre s'abattit alors sur la France et détruisit presque toutes les récoltes. L'instabilité politique et la situation désespérée des paysans concoururent au déclenchement de la révolution de 1789.

En 1808, Napoléon I^{er} dépêche le capitaine Boutin, officier du génie, afin de relever la position des défenses algériennes et préparer un plan de débarquement qui servira, plus tard, de plan d'invasion lors de la conquête de l'Algérie en mai 1830. Napoléon nourrissait le projet de mener une expédition en Afrique du Nord, dans le but de mettre en échec la politique commerciale et l'influence de l'Angleterre. A sa suite, Charles X, à court de trésorerie, décide de monter une « *expédition punitive* » sur les côtes algériennes, suite à l'affaire du coup d'éventail d'avril 1827. Cette opération militaire doit lui permettre de détourner l'attention de l'opinion publique et la colère du peuple parisien suite à des difficultés intérieures.

L'immense trésor que constitue la fortune du Dey d'Alger attise sa convoitise et celle de quelques industriels et aventuriers français. S'emparer de ce trésor représentait l'un des objectifs de cette expédition.

Le 5 juillet 1830, le débarquement est consommé alors que la France était liée par un traité de paix et d'amitié avec la Régence d'Alger. Charles X, en faisant main basse sur les immenses richesses de la Régence (estimé à plus de cinq milliards d'euros actuels), envisage de constituer des fonds secrets qui serviront à financer une vaste entreprise de corruption du corps électoral et à consolider son opposition contre les républicains.

Mais avant cet épisode, rappelons que la Régence, par l'intermédiaire de deux négociants algériens Busnach et Bacri, juifs livournais d'origine, fournissent à la France de grandes quantités de blé, la première fois en 1795-1796 destinées aux armées du Directoire auquel le Dey d'Alger avance même de l'argent. Une deuxième fois destinées à l'armée de Bonaparte lors de la campagne d'Égypte de 1798 à 1801 ; l'objectif de Bonaparte est de s'emparer de l'Égypte et de l'Orient dans sa lutte contre la Grande-Bretagne, l'une des puissances hostiles à la France révolutionnaire. Le reste de l'Europe est coalisée contre la France et ses idées « *subversives* »

qui ne font pas bon ménage avec les monarchies. La France est en pleine crise économique-financière et les famines se succèdent. Il ne reste que deux alliés : la Régence et le Dey d'Alger.

EXTRAIT

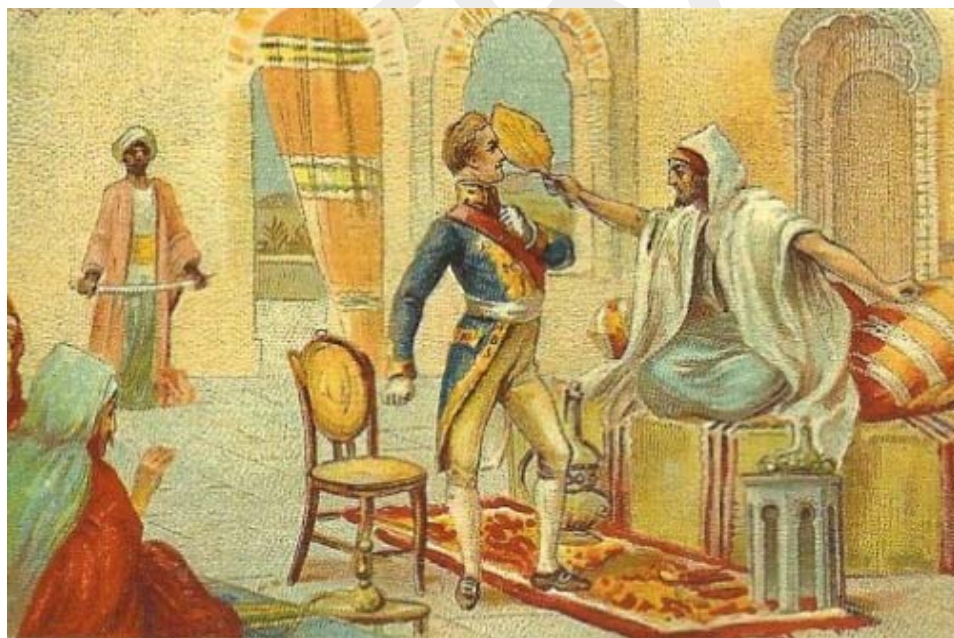
Les créances des Bacri et Busnach, autopsie d'un complot

Il est aujourd'hui avéré que les créances des deux négociants Bakri et Busnach, qui avaient fourni à la France en guerre une importante quantité de blé et qui détenait le monopole du commerce des céréales dans la Régence d'Alger, avaient bel et bien été payées ; créance qui, d'ailleurs, restera assez longtemps impayée mais qui en réalité avait fait l'objet de plusieurs remboursements bien avant 1830. Règlement de la dette qui fut dissimulé au Dey d'Alger. Le contentieux de cette affaire délictueuse et fictive à la fois servira, pourtant, avec la complicité de ces sinistres individus, de prétexte au débarquement français comme développé ci-dessous.

« D'année en année, les dettes de la France envers ces deux familles enflèrent démesurément d'autant plus facilement que ces dernières se montraient très conciliables quant aux délais de paiement. Mais finissant par vouloir récupérer leur dû, et devant à leur tour payer des dettes au Dey d'Alger, ils convinquirent ce dernier de porter les deux affaires ensemble auprès de la France. Une fois à Paris, le représentant de la maison Bacri, Jacob Bacri, écrira au sujet des négociations menées avec Talleyrand : « Si le Boiteux n'était pas dans ma main, je ne compterais sur rien ». Mais même après avoir reçu un acompte de quatre millions de francs par l'intermédiaire de Talleyrand, les Bacri et Busnach ne rendirent pas les 300 000 francs qu'ils devaient au Dey d'Alger, poussant même ce dernier à monter le ton envers Bonaparte en lui écrivant que leur argent devait être considéré comme le sien et donc une question d'honneur... qui pourrait dégénérer en affaire d'Etat. En 1803, Jacob Bacri écrivait donc à Busnach qu'il fallait « faire écrire par notre maître [le Dey] au Petit [Bonaparte] une lettre dans laquelle il est mentionné que l'argent réclamé par Bacri et Busnach est à lui et qu'il les prie de le faire payer à cause de lui ». L'affaire de ces créances ennuya tellement Napoléon qu'il pensa même à l'idée de lancer une

expédition contre Alger, y envoyant en reconnaissance un chef de bataillon du génie, Vincent-Yves Boutin, du 24 mai au 17 juillet 1808 auprès du consul Dubois-Thainville, afin qu'il puisse y rédiger un rapport sur l'éventualité d'une telle action militaire. Mais les événements européens empêchèrent la réalisation d'une telle entreprise. Nullement touchés par les soubresauts européens, les Bacri gonflaient leurs intérêts année après année jusqu'à ce que leurs dettes réclamées atteignissent 24 millions de francs.

Ils mirent de leur côté le nouveau consul général d'Alger Pierre Deval, nommé par Talleyrand durant la courte période où il fut président du Conseil (9 juillet-26 septembre 1815), lequel traînait derrière lui une réputation sulfureuse d'escroc et d'homme retors. Si retors et perfide que les Européens d'Alger le tenaient en piètre estime et s'appliquaient scrupuleusement à ne pas répondre aux invitations qu'il leur envoyait afin de participer aux grandes cérémonies organisées par le consulat général... C'est dans ce climat d'insolite rouerie autour du Dey d'Alger que l'affaire du fameux coup d'éventail allait se produire ».¹



Le 29 avril 1827, le Dey Hussein et le consul Deval et le coup de l'éventail.

Chafik T. Bencheikroun. *L'Affaire d'Alger (1827-1830)*. *Le Maghreb contemporain* juin 2012.

Les juifs Joseph Cohen Bacri et Michel Busnach, avec la complicité du consul Deval – qui parlait couramment l'arabe et le turc, car issus d'une famille de drogmans (interprètes) – fournirent des informations précieuses sur le trésor de la Régence et sa valeur. Le dernier auxiliaire de cette gigantesque machination fut bien entendu le commandant en chef de l'expédition d'Alger, le général de Bourmont, qui, après cet épisode, sera nommé maréchal pour « services rendus ».

Il est plus que certain que ce sac, fomenté avec la complicité du couple Bacri-Busnach et de Talleyrand, qui, se chargeant d'influencer les décisionnaires parisiens au profit de Bacri, rêve aussi de nouvelles possessions. *« Talleyrand voulait des territoires pour la France et de grands territoires à peupler. On ne peut plus s'étaler en Europe, sauf peut-être la Wallonie ? Il regarde du côté de l'Algérie. Il est le maître de ces stratégies. Ensuite, aggraver le différend entre Paris et Alger, les méfaits de la course en Méditerranée suffisaient, enfin, traîner la patte pour honorer les véritables réclamations du Dey pour le règlement de la dette. »*



Bombardement d'Alger les 1^{er} et 3 juillet 1830 par l'escadre de l'amiral Duperré.

Talleyrand nomme, en 1815, le sieur Pierre Deval Consul de France à Alger. Ce dernier multiplie les provocations et les rodomontades. Etait-ce dans son

caractère, son éducation ou bien plus sûrement sur ordre de son ministre ? Comment Deval, connu comme un homme tout en courbettes, a-t-il brusquement trouvé l'audace de contrer en public le Dey ? On peut supposer que celui-ci, lors de la réception officielle du Baïram (fête de l'Aïd en turc) du 27 avril 1827 où il porta le fameux "coup d'éventail" au Consul français, soit tombé simplement dans un piège depuis longtemps mis en place. Ce fut le prétexte de la rupture des relations diplomatiques et du débarquement français, trois ans plus tard. A partir de cet incident, le Consul Deval fera usage de tous les moyens pour envenimer les choses. Le gouvernement français adressera au Dey un ultimatum insultant, dont on n'ignorait pas au bord de la Seine qu'il serait rejeté par Alger. Et c'est la rupture voulue et minutieusement préparée depuis de longues années par Paris ».



Talleyrand, ministre des Relations extérieures sous le Directoire.

intervention car, selon Charles-André Julien, la dette française aurait pourtant été réglée aux Bacri en plusieurs versements, comme nous venons de le souligner.

Le premier en 1800, un acompte de trois millions cent soixante quinze mille francs et un second d'un million deux cent mille francs aurait été versé, grâce, encore une fois, à l'intervention de Talleyrand à qui ces derniers auraient largement graissé la patte. Puis de nouveau, en 1819, sept millions, toujours grâce à l'intervention de Talleyrand, suite à un vote des Chambres.

A la lumière de ces éléments, nous pouvons supposer que tout ce beau monde était de connivence et que ce plan avait été mûrement élaboré, en

abusant le Dey d'Alger, seul créancier valable, donnant ainsi prétexte à l'intervention française. Le roi de France Charles X, ayant besoin de reprendre en main son armée, pensant qu'une expédition sur Alger lui apporterait gloire et butin, mais aussi servirait à payer la solde de ses soldats.

Une lecture en filigrane

Cela dit, au-delà du factuel et des circonstances inhérentes à cet épisode peu glorieux, il est plus que nécessaire ici de mettre cette histoire en perspective, de la contextualiser, en faits, de mettre en relation, dans le cas qui nous intéresse donc, cette machination, avec les contingences historiques et les dispositions psychologiques et morales des acteurs de l'intrigue. Cerner « leur identité », dresser leur portrait psychologique, le travail d'historien ne pouvant faire l'économie d'une telle approche, essentielle à la visibilité historique. Certaines vérités parallèles nécessitent ici d'être exhumées.

Si les Algériens furent étudiés, classifiés, répertoriés, catégorisés par les sciences coloniales, comme l'entomologiste étudie des groupes d'insectes, il appartient à la recherche algérienne d'inverser la tendance, et pour paraphraser Aimé Césaire, nous ne dirons jamais assez que c'est là le grand reproche que l'on peut adresser au pseudo-humanistes révolutionnaires, c'est « *d'avoir trop longtemps rapetissé les droits de l'homme, d'en avoir eu, d'en avoir encore une conception étroite et parcellaire, partielle et partiale et, tout compte fait, sordidement raciste* ».²

Aimé Césaire. *Discours sur le colonialisme*. Éditions PRÉSENCE AFRICAINE, Paris 1955.

Les gardiens des seuils inférieurs

La France, pays des libertés et des grands idéaux, reste hélas toujours aveugle sur ses forfaitures.

Ce qui caractérise la représentation coloniale et osons-le, celle post-moderne occidentale, c'est souvent le manque de rigueur et l'incohérence du discours historique concernant la colonisation.

La France, avec toutefois cette épaisse couche de paternalisme et de « bons sentiments », donnant des leçons d'humanisme à la terre entière, fit, le temps d'une colonisation, l'éloge de la folie, de l'aveuglement et de la démence. Non, en ce qui la concerne, ce n'est plus d'humanisme dont il faut parler, et encore moins d'humanité, mais de quelque chose d'indistinct et dont l'objet, la mission, fut soi-disant de propager la civilisation. Dans de telles circonstances historiques où l'indignation ne fut jamais dans l'air du temps, ce que la France continue à taire est le signe du malaise sur les valeurs auxquelles elle était censée croire et qu'elle brada sans jamais les connaître.

Mais revenons à la question qui nous préoccupe. De quoi parlons-nous ici et de qui cette histoire fut-elle les protagonistes ? D'abord, des individus sans lumière, qui furent pour la plupart de faux humanistes ou des humanistes schizophrènes ou tout simplement des hommes sans honneur. En premier lieu, un Talleyrand, être amoral, cynique, ambitieux, corrompu, et pour finir incestueux, celui-là même qui n'hésitait jamais à admettre que les intérêts de la France coïncidaient souvent avec les siens, rompu aux intrigues à la fois de la monarchie puis de la République. Un Deval, du même acabit, à la *réputation sulfureuse d'escroc et d'homme retors*, vouant

une admiration sans borne au « *diable boiteux* » qui, d'ailleurs, est à l'origine de sa nomination et qui n'hésitait pas à couvrir son mentor d'espèces sonnantes et trébuchantes, ainsi que de somptueux cadeaux et œuvres d'art subtilisés au patrimoine algérien.

De Bourmont, passé maître dans l'art consommé de la duplicité qui, au hasard des changements de régimes, se revendiquera royaliste, puis républicain et qui, la veille de la bataille de Ligny, trois jours avant Waterloo, déserta avec son état-major. « *Dans sa lettre au général Gérard, son supérieur hiérarchique qui l'avait cru digne de confiance, l'aristocrate promit une simple désertion, mais en réalité, il trahit immédiatement en dévoilant les plans de Napoléon. Au colonel Schutter qui l'accueillit, Bourmont révéla que l'Empereur s'apprêtait à attaquer Charleroi, puis au général Zieten, Bourmont indiqua que l'armée française disposait d'un effectif de 124 000 hommes. Blücher lui adressa à peine la parole, indigné qu'un général pût désertier au dernier instant, à la veille d'une bataille* ». Et pareillement, dans les procès-verbaux des interrogatoires de De Bourmont, arrêté pour complicité dans l'attentat de la rue Saint-Nicaise, ces intéressants documents montrent que l'ancien chouan, tout en conspirant avec les royalistes, informait le ministre de la Police. Et que dire de ces pitoyables Bacri et Busnach, corrupteurs invétérés, bradant aux plus offrants la terre qui les avaient accueillis et dont le seul credo fut d'accumuler richesses et profits. Et pour finir, Charles X, impopulaire pour ses conceptions absolutistes, la légèreté de ses mœurs et ses folles dépenses et qui usera de moyens détournés pour se maintenir au pouvoir. Sa politique ultraconservatrice aboutira au soulèvement de Paris les 27, 28, 29 et 30 juillet, trois jours de barricades, dites « *Les Trois Glorieuses* », détrôné et fuyant la France, il mourra du choléra en exil sur une terre étrangère.

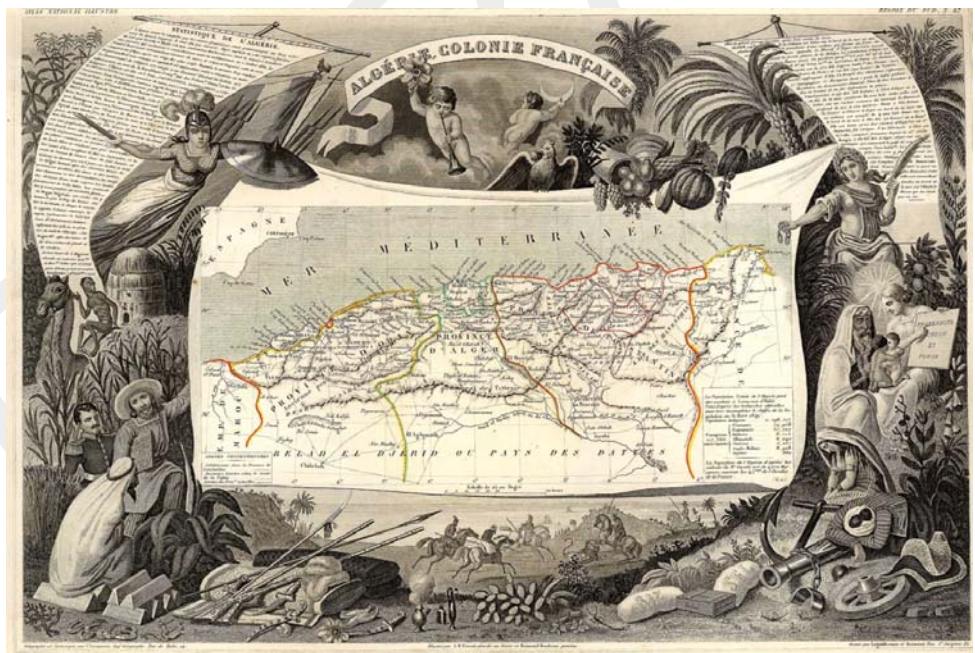
Servie par de tels hommes, nous comprenons mieux pourquoi la colonisation de l'Algérie fut si féroce et implacable.

« *En 1830, au moment de la conquête de l'Algérie, celle-ci faisait partie de l'Empire ottoman en pleine décadence. Et ce pays d'outre-Méditerranée était convoité par toute une partie des détenteurs des grandes fortunes qui s'édifiaient alors en France grâce au développement de l'industrie.*

Ces fortunes reposaient sur l'exploitation éhontée de la classe ouvrière, une exploitation qui provoqua des révoltes en France, comme celle des canuts

à Lyon, en 1830. Elle alla de pair avec l'exploitation des pays coloniaux. Lorsqu'en juillet 1830 les troupes françaises débarquèrent sur le sol algérien, les soyeux de Lyon, les armateurs et les négociants de Marseille étaient les premiers à applaudir aux succès militaires ».

Dans la Revue encyclopédique, Simon de Sismondi expliquait : « Le Royaume d'Alger ne sera pas seulement une conquête, ce sera une colonie, ce sera un pays neuf sur lequel le surplus de la population, de l'activité française pourront se répandre... Que l'Afrique soit ouverte à la France, qu'à deux ou trois journées de ses côtes, un pays immense dont les neuf dixièmes sont sans propriétaire, un pays qui offre, au choix, les plus beaux climats de la Provence, de l'Italie, de l'Espagne ainsi que le climat et le ciel des Antilles, appelle l'industrie française et elle s'y transportera avec empressement. Elle créera, dans peu d'années, l'abondance, la sécurité et le bonheur. L'Afrique a surtout besoin d'hommes qui pensent au profit de l'industrie et d'hommes qui la garantissent ».



Atlas national illustré de l'Algérie française.

Le ministre de la Guerre de Charles X, le roi de France d'alors, faisait la part moins belle au progrès. Plus réaliste, il déclara : « La conquête repose

sur des impératifs les plus importants, les plus intimement liés au maintien de l'ordre public en France et en Europe : l'ouverture d'un vaste débouché pour le superflu de notre population et pour l'écoulement des produits de nos manufactures en échange d'autres produits étrangers à notre sol et notre climat ». Mais pour masquer cela, les conquérants prétendaient aussi faire œuvre civilisatrice. Ne venaient-ils pas, disaient-ils en libérateurs, pour délivrer les populations de l'Algérie de la domination turque ? Sauf que, loin d'apporter la civilisation, les troupes françaises apportèrent la mort, la misère et la barbarie.

Le monolithisme qui caractérise la recherche historique en Algérie ne permet aucunement une lecture unitaire de l'histoire nationale, une investigation plus poussée, singulièrement inter et pluridisciplinaire est la seule démarche sérieuse à même de promouvoir une écriture fondamentalement algérienne. De même, si l'histoire coloniale a fait l'objet de nombreuses études, la nécessité s'impose à nous, aujourd'hui, de redéfinir, de repenser le cadre épistémologique même de l'entreprise coloniale. C'est donc d'une véritable symbolique coloniale dont il s'agit ici et de la volonté poussée jusqu'au paroxysme que connaîtront les sciences humaines, de justifier le fait colonial en ayant recours à tout un arsenal conceptuel et pseudo-scientifique, dont la finalité a été le conditionnement de masse de toute une société : la société française des XIX^e et XX^e siècles.

Toutes ces facettes non encore explorées de l'histoire coloniale nécessitent une approche nouvelle, fondamentale et pluridisciplinaire à la fois, essentielles pour comprendre ce que fut véritablement l'utopie coloniale.

Ôtez au colonialisme ses justifications, c'est le mettre devant ses responsabilités morales et historiques. Comment la France des lumières et des droits de l'homme a-t-elle pu autant se fourvoyer ? Si l'humilité est la clé de la rédemption, il faut d'abord pouvoir se mettre à nu et confesser, qu'en Algérie, la France s'est égarée. Mais la réalité française contemporaine, somme toute différente, demeure, hélas !, toujours alimentée par des relents de sectarisme qui polluent encore le dialogue algéro-français, et ce qui vaut pour l'Allemagne n'a pas lieu d'être pour l'Algérie.

Il est temps que la France admette que l'entreprise coloniale fut à la fois

un drame humain, l'expression démesurée d'un abominable dédain, mais aussi une gigantesque action de mystification.

Aujourd'hui, à la lumière des velléités partagées entre les deux pays de normaliser leurs relations, une question d'actualité reste entièrement posée : peut-on parler de réconciliation lorsque l'on continue encore à glorifier le colonialisme ? C'est donc ce passé douloureux qui pèse de tout son poids sur le présent qu'il nous faut apprendre à mieux connaître. Le poids de l'idéologie et de la gestion politicienne de ces grandes questions est semblable à un boulet que traînent la France et l'Algérie.

L'anthropologie coloniale et les sciences humaines ont toujours eu la mémoire courte. Tous ces concepts imposés, cette dictature de la schématisation, cette vision clivée, partielle et partielle de l'autre, cet autre stigmatisé et il va sans dire, autre que « blanc », font que les écritures, qu'elles soient coloniales ou postcoloniales, demeurent foncièrement aliénées, car aveuglées par le racialisme qui avait cours à l'époque et dont la plupart des sources sont imprégnées.

Le poids de l'héritage anthropologique et la représentation altérée et européocentriste du monde, conséquence de ces héritages, sont non seulement des perspectives fausses, mais foncièrement fermées. La vérité de la décolonisation réside dans une nouvelle approche des relations historiques Nord-Sud, même actuellement, cette représentation demeure tributaire du prisme politico-médiatique, fortement entaché de mauvaises intentions, de partis pris et de relents raciaux et demeure, aussi à ce jour, alimentée par une parfaite méconnaissance des codes culturels des sociétés du Sud. Or, un tel mythe est condamnable, d'abord parce qu'il est fondé sur la fausseté, son aliment fut et est toujours le mensonge, et son existence ne réside, par définition, que dans un domaine distinct de la vérité. Il y a plus grave, cette histoire n'est pas seulement fausse, elle est simultanément invraisemblable.

La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1789 a été détournée, une première fois, de son objectif initial, d'universalité : « *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits* ». En somme, des valeurs qui principiellement, devaient être partagées par tous. En excluant le reste de l'humanité, les tenants de la colonisation furent rattrapés par leurs propres démons.